



**12^{ème} Réunion Consultative Préalable au Sommet sur
l'Intégration de la Perspective Genre dans l'Union Africaine
21-23 Juin 2008**

Charm el-Cheikh, Égypte

AIDE-MÉMOIRE

I. Introduction

La 12^{ème} Réunion Consultative ayant lieu du 21 au 22 juin 2008, est organisée par Femmes Africa Solidarité (FAS), la Direction du Genre, des Femmes et du Développement de l'Union Africaine, et le Centre Africain pour le Genre et le Développement Social de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA). FAS sera soutenue par AWDF, OSIWA, Action Aid, DFID, le Gouvernement de la Finland, et le Suzanne Mubarak Women's International Peace Movement. La 12^{ème} Réunion Consultative sera coordonnée localement par l'Association des Femmes d'Affaires Égyptiennes (EBWA) et le Conseil National de la Femme d'Égypte.

La réunion se tiendra en marge du 11^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union

Africaine (UA) à Charm-el-Cheikh, Égypte. Le sommet de l'Union Africaine comprendra la 16^{ème} Session Ordinaire du Comité des Représentants Permanents (PRC) (24-25 juin 2008), la 13^{ème} Session Ordinaire du Conseil Exécutif (27-28 juin 2008) et la 11^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement (30 juin- 1^{er} juillet 2008).

II. Contexte

Les États-membres de l'Union Africaine (UA) amorcèrent un nouveau tournant dans l'histoire de l'agenda sur le genre en Afrique grâce à l'adoption de la Déclaration Solennelle d'Égalité entre les Hommes et les Femmes (DSEHF) au Sommet d'Addis en juillet 2004. Appelant à une promotion et protection complète des droits des femmes aux niveaux national et régional, la DSEHF symbolise l'appropriation par une organisation continentale d'une réalisation sans précédent en termes d'intégration de la perspective genre au plus haut niveau, mettant l'accent sur des sujets tels que le VIH/ Sida, le recrutement des enfants-soldats et la mise en place de mesures économiques, sociales et légales spécifiquement liées au genre.

Suite à l'adoption de la DSEHF, les réseaux de femmes de la société civile se sont rassemblés à de nombreuses occasions afin d'approfondir le travail d'intégration de la perspective genre au sein de l'UA. En juillet 2005, au cours de la 6^{ème} Réunion Consultative Préable au Sommet sur l'Intégration de la Perspective Genre dans l'Union Africaine qui s'est tenue à Tripoli, les réseaux de femmes africaines se sont engagés à lancer une campagne de plaidoyer au sujet de la DSEHF, en finalisant le "Cadre de la Société Civile pour le Suivi et l'Évaluation de la Déclaration Solennelle." Ces organisations de femmes se sont également mises d'accord sur le partage des responsabilités de suivi, une décision reflétée dans le document officiel intitulé « Mémoire de Compréhension émergeant de l'engagement de Tripoli pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration Solennelle ».

Les organisations de femmes se sont par conséquent réunies à Dakar en octobre 2005 avec la Ministre de la Femme et des Questions de Genre du gouvernement du Sénégal, lors de la réunion des organisations de la société civile préalable à la Première Conférence de l'Union Africaine des Ministres en charge des Femmes et du Genre. Le "Partenariat Stratégique de Dakar", qui fut l'adresse du 7^{ème} Pré-Sommet aux États-membres de l'UA et de la Commission de l'UA tenus à Dakar en octobre 2005, a regroupé et mis à jour le travail qui avait été entamé lors de Réunions Consultatives précédentes. L'attention fut portée sur la poursuite de l'engagement de la société civile dans le suivi et l'évaluation de la DSEHF ainsi que sur l'obtention d'un engagement solennel de la part des États-membres de l'UA d'inclure les organisations de la société civile au cœur de tels processus. L'incorporation du Comité des Femmes Africaines pour la Paix et le Développement (CFAPD) dans les mécanismes de l'UA a mis en évidence les réalisations accomplies suite aux activités de plaidoyer entreprises par les organisations de femmes provenant de la société civile.

Lors de la Réunion Consultative qui eut lieu à Banjul, Gambie en juin 2006, les réseaux et les organisations de femmes ont officiellement lancé la Campagne "Le Genre est Mon Agenda". En plus d'évaluer le programme du réseau de la Campagne, la Réunion servit d'instrument afin de renforcer les stratégies de suivi, de compte-rendu et de plaidoyer; et de mobiliser différents acteurs au sein de l'agenda d'intégration de la perspective genre.

L'adoption de la DSEHF en 2004 fut le produit d'un long processus caractérisé par le travail acharné et les réalisations des réseaux de femmes africaines suite à l'initiative du CFAPD. Cela inclut une série de Réunions Consultatives avec des organisations de femmes africaines dans les

viles suivantes: Durban, Juin 2002; Dakar, Avril 2003; Maputo, Juin 2003; Addis Abeba, Juin 2004; Abuja, Janvier 2005; Tripoli, Juillet 2005, Dakar 2005; et Banjul, Juin 2006; Addis Abeba, Janvier 2007; Accra, Juin 2007 et Addis Abeba, Janvier 2008.

Parmi les documents-clés adoptés au cours de ces consultations, se trouvent la “Déclaration de Durban sur l’intégration de la perspective genre et la participation active de la femme dans l’Union Africaine”, la “Stratégie de Dakar”, la “Déclaration de Maputo”, la “Contribution des femmes africaines à la déclaration sur l’intégration de la perspective genre au sein de l’Union Africaine”, les “Recommandations d’Abuja pour le suivi et l’évaluation par la société civile de la Déclaration Solennelle”, “l’Engagement de Tripoli”; le “Partenariat Stratégique de Dakar”; la “Déclaration de Banjul”, la “Résolution de Banjul” et la “Déclaration des Femmes Soudanaises sur le Darfour”.

III. Justification du projet

Bien que l’UA ait réalisé des progrès significatifs au fil des ans dans les questions liées aux femmes et que ses décisions et déclarations aient fait avancer l’agenda des femmes, beaucoup de travail reste à accomplir afin de renforcer le pouvoir des femmes et d’intégrer la perspective genre dans l’Union Africaine, ses programmes et ses organes ainsi que parmi les états-membres.

L’évaluation des domaines d’action prioritaires identifiés par la DSEHF souligne que des progrès ont été réalisés. Toutefois, il reste beaucoup de travail à accomplir en termes de gouvernance, de paix et sécurité, de droits humains, de santé, d’éducation et de prise de pouvoir économique. La parité et l’intégration de la perspective genre sont et doivent être considérées comme des questions de droits humains et de gouvernance.

Il est crucial que les organisations de la société civile continuent de demander des comptes aux gouvernements vis-vis de leur engagement à accélérer la mise en application de la DSEHF. Quatre ans après l’adoption de cet instrument, il est indispensable d’apprécier l’utilité des outils et méthodes servant à l’évaluation et au suivi de la DSEHF et de vérifier leur capacité à aborder les nouveaux problèmes émergents. Par conséquent, des opportunités doivent être créées afin de faciliter le dialogue entre l’UA et les organisations de la société civile. Cela permettrait la révision de stratégies sur l’intégration du genre au sein de l’UA, ses organes, ses programmes et au sein des états-membres.

De plus, il est nécessaire pour les membres de la Campagne “Le Genre: Mon Agenda” d’assurer le transfert des savoirs et des compétences afin de renforcer les capacités des défenseurs des femmes en Afrique. En mettant à profit la plateforme de la Campagne, ses membres pourront mobiliser une foule prête à soutenir leur action et qui contribuera à faire entendre les voix des femmes au niveau politique, mettant les gouvernements face à leurs engagements.

C’est dans cette optique que le réseau d’organisations de femmes membres de la Campagne “Le Genre: Mon Agenda” a convenu de convoquer la 12^{ème} Réunion Consultative à Charm-el-Cheikh en juin 2008. A cette occasion, les points focaux de la Campagne et les autres organisations participantes aborderont le thème d’un environnement changeant aux niveaux régional et international qui requiert un changement de paradigme dans notre travail en tant qu’organisations de la société civile préconisant des politiques et des pratiques efficaces pour la parité et l’égalité des sexes. De nouvelles questions sont apparues telles que la transformation de l’UA en Gouvernement de l’Union. Ce processus ne devrait pas outrepasser la participation des femmes mais plutôt ouvrir la voie à une citoyenneté complète et à une prise de pouvoir des femmes.

IV. Objectifs de la Réunion Consultative Préable au Sommet

Débattre de l'environnement changeant aux niveaux régional et international et élaborer un nouveau paradigme pour orienter le travail des organisations de la société civile afin de préconiser des politiques et des pratiques efficaces pour la parité et l'égalité des sexes.

Les objectifs spécifiques de cette Réunion sont les suivants:

- Examiner les nouvelles stratégies de plaidoyer en faveur de politiques et de pratiques efficaces pour la parité et l'égalité des sexes;
- Commenter les rapports des états-membres sur la mise en œuvre de la DSEHF au sujet des différents thèmes;
- Présenter la *Brochure sur les Meilleures Pratiques*, une étude qui avait été requise par FAS sur les meilleures pratiques en termes de genre et d'égalité des sexes;
- Evaluer les progrès et les faiblesses dans la mise en œuvre de la DSEHF au cours des dernières années et effectuer des recommandations à l'attention du président de la Commission de l'UA qui sera prochainement élu, et de ses commissaires;
- Sensibiliser les organisations locales de femmes aux niveaux national, sous-régional et régional de la DSEHF;
- Renforcer l'engagement des membres de la société civile contribuant à la Campagne afin qu'ils participent à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de la DSEHF;
- Encourager le partenariat entre les différents acteurs et renforcer l'engagement commun à faire progresser la mise en place efficace de la DSEHF;
- Identifier les futurs défis et établir la démarche à suivre afin de soutenir la mise en application du principe d'égalité des sexes et d'intégration du genre.

V. Activités de la Réunion

La Réunion inclura les activités suivantes:

1. Organisation d'une Réunion Consultative de deux jours comprenant des débats, des activités de dissémination de l'information sur la DSEHF et une journée de réseautage ;
2. Présentation d'une *Brochure sur les Meilleures Pratiques* ;
3. Activités de plaidoyer autour du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine ;
4. Création d'un espace propice au réseautage et aux partenariats avec tous les acteurs impliqués dans la Campagne.

VI. Résultats attendus

Les résultats-clés attendus de cette Réunion sont les suivants:

- Redéfinir de nouvelles stratégies de plaidoyer en faveur de politiques et de pratiques efficaces pour la parité et l'égalité des sexes suite au changement de l'environnement aux niveaux régional et international ;
- Partager les meilleures pratiques et les leçons apprises par le réseau "Le Genre: Mon Agenda" et par les autres organisations de la société civile ;

- Mettre en évidence les problèmes-clés, les forces et les faiblesses de la mise en œuvre de la DSEHF et clarifier les recommandations adressées au futur président de la Commission de l'UA et aux commissaires de l'UA ;
- Mobiliser et sensibiliser les organisations locales de femmes et les organisations de la société civile au sujet de l'agenda sur l'intégration de la perspective et des activités de la Campagne;
- Renforcer les partenariats avec des organisations de femmes à tous les niveaux et renforcer les mécanismes régionaux à propos des questions de genre;
- Engager les points focaux de la société civile sur des thèmes liés à la DSEHF et sur leur suivi;
- Entreprendre des activités de plaidoyer au sujet de diverses préoccupations liées à la DSEHF.

VII. Produits

Les produits attendus de cette Réunion sont les suivants:

- Documenter les contributions des gouvernements à la mise en place de la DSEHF;
- Sensibiliser au sujet de la DSEHF et du travail réalisé par les acteurs de la Campagne ;
- Émettre des recommandations à l'Union Africaine à l'issue de la Réunion Consultative ;
- Une étude de cas qui mettra en évidence les meilleures pratiques et les leçons apprises en termes de politiques d'égalité des sexes et d'intégration du genre à tous les niveaux pour transmettre le savoir aux différents acteurs et faire en sorte que les bons exemples soient reproduits ;
- Les pionniers des principes de parité et d'intégration de la perspective genre sont reconnus et célébrés;
- Sensibiliser à propos de la nécessité de modifier et de développer de manière durable des politiques favorisant les principes d'égalité entre les sexes et d'intégration de la perspective genre afin d'aboutir à des changements de comportements et de faciliter l'émergence d'un nouvel ordre social qui garantira la sécurité humaine, et particulièrement celle des femmes.

International Secretariat 8, Rue du Vieux-Billard P.O. Box 5037 CH-1211 Geneva 11, Switzerland Tel: +41 22 328 80 50 Fax: +41 22 328 80 52 Email: info@fasngo.org	Office in New York 777 United Nations Plaza 5 th Floor New-York, New-York 10017 Tel: +1 212 687 13 69 Fax: +1 212 661 41 88 Email: infony@fasngo.org	Regional Office for Africa Residence du phare, Almadies P.O. Box 45077 Fann Dakar – Senegal Tel: +221 33 860 2048 Fax: +221 33 860 2047 Email: fas-ong@sentoo.sn or infodk@fasngo.org
---	---	---